



Conseil économique et social

Distr. générale
12 décembre 2024
Français
Original : anglais

Commission de statistique

Cinquante-sixième session

New York, 4-7 mars 2025

Point 3 e) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions soumises pour examen et décision :
données et indicateurs relatifs au Programme
de développement durable à l'horizon 2030**

Travaux consacrés à l'examen des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Établi en application de la décision 2024/312 du Conseil économique et social et conformément aux pratiques antérieures, le présent rapport porte sur les travaux menés par la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en coopération avec d'autres entités du système des Nations Unies. On y trouvera des informations sur les éléments suivants : a) les travaux menés en préparation du rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable ([A/79/79-E/2024/54](#)) ; b) les travaux menés pour actualiser la Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable, la nouvelle plateforme UNdata, et d'autres éléments connexes.

On trouvera également dans le présent rapport des informations actualisées sur ce qui suit : a) l'initiative Data For Now et les efforts supplémentaires de renforcement des capacités ; b) l'initiative de collaboration sur l'utilisation de données administratives à des fins statistiques ; c) les efforts de communication déployés à des fins de renforcement des capacités en matière de données et de statistiques relatives aux objectifs de développement durable ; d) le Réseau mondial d'établissements de formation statistique ; e) le Réseau mondial des responsables des données et des statisticiens ; f) les travaux réalisés au sujet des données citoyennes.

* [E/CN.3/2025/1](#).



La Commission est invitée à prendre note des travaux menés par la Division de statistique en coopération avec les entités des Nations Unies et du projet de programme de travail de la Division, et à exprimer son point de vue sur l'initiative Data for Now, les travaux menés dans le cadre de l'initiative de collaboration sur l'utilisation de données administratives à des fins statistiques, l'avancement des travaux du Réseau mondial d'établissements de formation statistique, les activités du Réseau mondial des responsables des données et des statisticiens, et les travaux réalisés au sujet des données citoyennes, s'agissant notamment de la version révisée du Cadre de Copenhague sur les données citoyennes et de la feuille de route pour sa mise en œuvre. Les mesures qu'elle est appelée à prendre sont indiquées au paragraphe 59 du présent rapport.

I. Introduction

1. Dans sa décision 55/117, la Commission de statistique a salué le travail accompli par la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, en coopération avec le système des Nations Unies, à l'appui du suivi et de l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment l'établissement du Rapport sur les objectifs de développement durable 2023, l'actualisation régulière de la Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable, la promotion de l'échange de données et la mise en place de plateformes visant à améliorer l'accès aux données et aux informations sur les objectifs. Elle s'est félicitée de l'initiative Data For Now, qui vise à renforcer les capacités d'utilisation de sources de données et méthodes novatrices pour améliorer la production de statistiques considérées comme prioritaires par les pays et dont elle a encouragé l'extension à d'autres pays, et elle a soutenu le travail mené dans le cadre de l'initiative de collaboration sur l'utilisation de données administratives à des fins statistiques, se réjouissant des résultats obtenus. Elle a en outre salué les efforts et les réalisations du Réseau mondial d'établissements de formation statistique et s'est félicitée de la mise en place du Réseau mondial des responsables des données et des statisticiens. La Commission s'est par ailleurs félicitée des travaux consacrés par le Groupe de travail intersecrétariats sur les enquêtes auprès des ménages à la coordination des enquêtes, à la méthodologie et à la sensibilisation en vue d'améliorer les capacités nationales dans ce domaine, et a soutenu la révision prévue des manuels de l'Organisation des Nations Unies sur les enquêtes auprès des ménages. Elle a également exprimé son soutien aux travaux menés par la Division de statistique sur les données citoyennes, estimant que celles-ci étaient susceptibles de permettre de répondre aux besoins de données et de combler les lacunes dans les données nécessaires au suivi des objectifs de développement durable, tout en se disant consciente des problèmes connexes. Elle a accueilli avec satisfaction le projet de cadre de Copenhague sur les données citoyennes et demandé à la Division de statistique et à l'Initiative de collaboration sur les données citoyennes de donner des orientations pratiques. Enfin, elle a jugé que les organismes nationaux de statistique jouaient un rôle capital pour l'accès à des données de qualité et la promotion d'une plus grande accessibilité et d'une utilisation plus poussée des données citoyennes, et souligné le caractère inclusif de l'Initiative, qui accueillait des membres de divers pays et groupes de parties prenantes.

II. Rapports de 2024 sur l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable

2. En 2024, la Division de statistique a établi une série de rapports et de publications sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, notamment les documents suivants : a) le rapport du Secrétaire général intitulé « Point sur les objectifs de développement durable » (A/79/79-E/2024/54) ; b) le Rapport sur les objectifs de développement durable 2024¹ ; c) le Tableau récapitulatif des progrès vers les objectifs de développement durable ; d) la publication intitulée « Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2024 »² ; e) la plateforme « Extended Report » pour 2024³.

¹ Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/sdgs/report/2024>.

² Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/sdgs/gender-snapshot/2024>.

³ Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/sdgs/report/2024/extended-report>.

3. Dans son rapport intitulé « Point sur les objectifs de développement durable », le Secrétaire général a signalé que le monde accusait un retard grave dans la mise en œuvre du Programme 2030, 17 % des cibles à peine semblant sur la voie. Le progrès a été entravé par de multiples crises, telles que la pandémie de COVID-19, dont les effets continuent de se faire sentir, la multiplication des conflits, les changements climatiques et les défis économiques. Ces situations ont entraîné des revers préoccupants : des millions de personnes supplémentaires sont tombées dans l'extrême pauvreté et souffrent de la faim, les concentrations de gaz à effet de serre atteignent des niveaux record et un nombre sans précédent, soit 120 millions, de personnes ont été déplacées de force dans le monde. Toutefois, quelques améliorations ont été constatées dans des domaines tels que la réduction de la mortalité infantile, la lutte contre le VIH et le renforcement de l'accès aux services de base. Pour revenir sur la bonne voie, le Secrétaire général a insisté sur trois mesures critiques : instaurer la paix et mettre fin aux conflits, garantir un meilleur financement pour les pays en développement grâce à un système financier international plus équitable, et accélérer la réalisation de progrès transformateurs dans des domaines tels que ceux de l'énergie, de l'alimentation et de la desserte numérique, tout en s'attaquant à l'inégalité entre les genres et aux changements climatiques.

4. La Division de statistique a publié le Rapport sur les objectifs de développement durable 2024 sur une plateforme interactive sur son site Web, en utilisant une présentation graphique attrayante afin que les données sur les progrès accomplis soient accessibles et faciles à comprendre pour un large public. Elle y a analysé de manière approfondie certains indicateurs applicables aux niveaux mondial et régional, graphiques et cartes à l'appui. On trouve également dans ce rapport le Tableau récapitulatif des progrès vers les objectifs de développement durable, qui donne une vue d'ensemble des progrès accomplis à l'échelle mondiale en ce qui concerne les cibles associées au Programme 2030. Seules 17 % des cibles qui peuvent être mesurées affichent des progrès suffisants pour être réalisées d'ici à 2030. Près de la moitié (48 %) présentent des écarts modérés à importants par rapport à l'objectif visé. Fait alarmant, une stagnation est constatée pour 18 % des cibles, tandis que 17 % d'entre elles affichent une régression par rapport aux niveaux de référence de 2015. Les deux rapports susmentionnés et le tableau récapitulatif ont éclairé les échanges tenus lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2024.

5. En raison des problèmes de liquidité rencontrés par l'ONU, le Rapport sur les objectifs de développement durable 2024 n'est paru qu'en anglais, dans un format réduit (52 pages plutôt que 68), sans qu'aucune donnée infographique n'y soit communiquée. Les États Membres qui normalement ont recours à d'autres versions linguistiques des documents pourraient pâtir de cette situation.

6. La publication intitulée « Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2024 » a été établie conjointement par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Département des affaires économiques et sociales, par l'intermédiaire de la Division de statistique, qui y présentent les données les plus récentes sur l'égalité femmes-hommes dans les domaines couverts par les 17 objectifs de développement durable. Il en ressort qu'en dépit de certains progrès, la réalisation des objectifs énoncés dans le Programme 2030 ayant trait à l'égalité des genres demeure problématique. Ainsi, aucun des indicateurs associés à l'objectif de développement durable n° 5, relatif à l'égalité des sexes, n'a été pleinement atteint. Dans le rapport, les auteurs soulignent qu'avec des politiques et des investissements appropriés, des progrès sont possibles et que les disparités entre les femmes et les hommes pourraient être corrigées. Ils y décrivent six voies d'investissement clefs devant être privilégiées par les décideurs politiques pour

garantir la participation pleine et égale des femmes et des filles à tous les aspects de la société.

7. En plus du Rapport sur les objectifs de développement durable 2024, une plateforme en présentant une version élargie a été mise en place afin de fournir pour chaque indicateur des informations plus détaillées et des ressources additionnelles, préparées par les organismes responsables.

III. Base de données

8. Les rapports susmentionnés sont assortis d'une annexe présentant des statistiques détaillées⁴ et complétés par la Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable⁵. Cette dernière contient les données relatives aux indicateurs mondiaux qui sont utilisées dans les rapports (aussi bien des données nationales que des agrégats régionaux et mondiaux). Au 1^{er} novembre 2024, on y trouvait des données sur 229 des 231 indicateurs (soit 29 de plus qu'en 2020), réparties en plus de 2,9 millions d'entrées au total (soit plus du double par rapport à 2020). Une banque de données connexe⁶ réunit les métadonnées relatives aux indicateurs. L'accès aux données nationales et aux métadonnées permet d'assurer la transparence en ce qui concerne les données et les méthodes utilisées dans la communication d'informations au niveau mondial.

9. La Base de données et la base de métadonnées sont gérées par la Division de statistique, et les données et métadonnées qui y figurent sont fournies et mises à jour par des entités et organismes internationaux (les « organismes responsables ») en fonction de leurs mandats respectifs. Pour chaque valeur d'observation, l'organisme responsable doit indiquer si les données nationales ont été ajustées, estimées, modélisées ou si elles sont issues d'un suivi mondial⁷. Par exemple, il est possible d'ajuster des données nationales pour pouvoir les comparer au niveau international ou, si elles n'existent pas, de procéder à des estimations. Depuis 2019, la base de données a été mise à jour plus fréquemment, de sorte que les utilisateurs disposent de données plus récentes. Une mise à jour est effectuée au moment de la publication du rapport sur les objectifs de développement durable, en juin ou juillet. De nouvelles données ou des données actualisées sont également ajoutées à la fin des mois de mars, d'octobre et de décembre.

⁴ Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : https://unstats.un.org/sdgs/files/report/2024/E_2024_54_Statistical_Annex_I_and_II.pdf.

⁵ Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/sdgs/dataportal/database>.

⁶ Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <http://unstats.un.org/sdgs/metadata>.

⁷ La nature des données est déterminée comme suit : a) données nationales : produites et diffusées par le pays concerné (y compris les données ajustées par celui-ci pour suivre les normes internationales) ; b) données nationales ajustées : produites et communiquées par le pays concerné, mais ajustées par un organisme international afin d'assurer la comparabilité internationale, notamment la conformité avec les normes, définitions et classifications reconnues au niveau international ; c) données estimées : estimées à partir de données nationales (enquêtes, données administratives ou autres sources, tant qu'il s'agit toujours de la même variable estimée) par l'organisme international lorsque les données nationales d'une ou de plusieurs années ne sont pas disponibles, qu'il existe des sources multiples ou que la qualité des données pose problème ; d) données modélisées : calculées par l'organisme à l'aide de covariables quand il n'existe aucune donnée sur la variable estimée ; e) données de suivi mondiales : produites régulièrement par l'organisme chargé de ce suivi à partir de données nationales. Il n'y a pas de données nationales correspondantes.

A. Plateforme de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable

10. La Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable est l'une des composantes de la Plateforme de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable, lancée en septembre 2021. La Division de statistique continue d'entretenir et d'améliorer la Plateforme, dont elle a mis en ligne des versions améliorées en mars 2022 et mars 2024. Outre la Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable, la Plateforme fournit des profils de pays et un module d'analyse des objectifs qui permet, entre autres choses, une analyse détaillée de la disponibilité des données, y compris des données ventilées. Ses options d'accès avancées offrent par ailleurs la possibilité d'accéder aux données relatives aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable par l'intermédiaire de deux interfaces de programmation d'applications⁸. Les métadonnées sur les objectifs de développement durable sont disponibles dans un format lisible par machine à travers une interface de base de données et une interface de programmation d'applications fondée sur la norme SDMX (échange de données et de métadonnées statistiques)⁹. La Plateforme permet aux utilisateurs d'explorer l'interface de programmation d'applications SDMX et de formuler des requêtes qui restituent les métadonnées correspondant à des indicateurs et à des concepts de métadonnées déterminés.

B. Travaux relatifs à l'échange de données et de métadonnées

11. Le Groupe de travail sur l'échange de données et de métadonnées statistiques concernant les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable (le « Groupe de travail sur la norme SDMX ») du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable a poursuivi ses travaux de maintenance et de perfectionnement du système d'échange de données sur les objectifs¹⁰, dans le cadre de réunions virtuelles régulières et de réunions annuelles tenues en marge des manifestations mondiales portant sur l'échange de données et de métadonnées statistiques. Une formation à l'utilisation de la norme SDMX pour l'échange de données et de métadonnées sur les indicateurs de suivi des objectifs a été dispensée aux organismes responsables de ce suivi en janvier et février 2023, à la suite de quoi une augmentation notable des transmissions de données au moyen de cette norme a été enregistrée. À la fin de 2024, plus de 40 % des entrées de la Base de données mondiale relative aux indicateurs avaient été transmises au moyen de cette norme. Les États Membres ont continué de fournir sur une base volontaire des ensembles de données sur les objectifs de développement durable, et un mécanisme d'échange de données a été établi avec une quarantaine de pays.

12. Dans le cadre du projet de modernisation des données de l'ONU, la Division de statistique a lancé la plateforme « UN Data Commons for the SDGs », en partenariat

⁸ Voir <https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/sdmx-working-group/> (interface de programmation d'applications SDMX) et <https://unstats.un.org/sdgs/UNSDGAPIV5/swagger/> (interface de programmation d'applications Swagger) (en anglais).

⁹ Des informations sur l'interface de programmation d'applications relative aux métadonnées sont disponibles (en anglais) à l'adresse suivante : https://unstats.un.org/sdgs/files/SDMX_SDG_METADATA_API_MANUAL.pdf.

¹⁰ La dernière définition de structure de données est disponible (en anglais) à l'adresse : <https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/sdmx-working-group>. La première définition de structure officielle des métadonnées pour les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable a été publiée en février 2022. Elle est disponible (en anglais) à l'adresse <https://registry.sdmx.org/metadata/metadatastructure.html>.

avec Google et sur le modèle de Data Commons, mis au point par cette société¹¹. Cette nouvelle plateforme consiste en un ensemble de données sur les objectifs et d'analyses faisant autorité communiquées par les organismes des Nations Unies et réunies dans un graphe de connaissances public doté d'une fonctionnalité de recherche en langage naturel et d'une interface innovante et conviviale. Elle vise à mettre des jeux de données et des biens publics numériques de haute qualité à la portée des utilisateurs afin qu'ils puissent explorer facilement divers ensembles de données statistiques, le rapport annuel mondial sur les objectifs de développement durable et des analyses, le but étant de faciliter la prise de décisions éclairées fondées sur des données. On y trouve par ailleurs des histoires sur les données et des infographies.

13. On trouvera les rapports, la plateforme de données et la banque de métadonnées sur le site Web consacré aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable¹², qui est administré par la Division de statistique. Le site Web contient également des informations sur les travaux et les activités du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et du Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques relatives au Programme 2030, ainsi que de nombreuses ressources utiles au suivi des objectifs et à l'établissement de rapports à ce sujet, dont une page wiki sur les bonnes pratiques, dans laquelle sont présentés des exemples de bonnes pratiques adoptées par les pays en matière de suivi des objectifs sur les plateformes de données, de ventilation des données et d'utilisation de sources de données non traditionnelles ; un ensemble d'outils pour l'application de l'estimation sur petits domaines aux objectifs ; un ensemble d'outils pour la mise en récit des données aux fins des examens nationaux volontaires, ainsi que pour l'établissement de rapports sur les objectifs et la visualisation des données ; un guide pratique pour les examens nationaux volontaires fondés sur des données probantes ; un ensemble d'outils permettant aux équipes de pays d'assurer le suivi et la communication d'informations concernant la réalisation des objectifs.

IV. Programme de travail du groupe de travail interinstitutions sur l'examen mondial des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable

14. Plus de 50 institutions et organisations internationales ont fourni des données et des analyses afin de contribuer à l'établissement des rapports sur la réalisation des objectifs et à l'approvisionnement de la Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable et de la base de métadonnées connexe. Afin que les organismes des Nations Unies disposent d'un mécanisme leur permettant d'établir les rapports qui leur sont demandés dans le Programme 2030, la Division de statistique organise des réunions et des téléconférences avec eux pour les aider à élaborer les rapports annuels et à mettre régulièrement à jour la Base de données. Le groupe s'est réuni le 16 janvier, le 19 septembre et le 10 décembre 2024.

15. Le groupe de travail interinstitutions mène les activités suivantes :

a) Il examine les plans pour l'établissement du rapport annuel du Secrétaire général et du rapport annuel complémentaire ;

¹¹ Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/undatacommons/sdgs>.

¹² <http://unstats.un.org/sdgs> (en anglais).

- b) Il approuve le plan, la portée et l'objet des rapports annuels et des contributions correspondantes des organisations compétentes ;
- c) Il contribue à la mise à jour régulière de la Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable, notamment en actualisant et en affinant les métadonnées, si nécessaire ;
- d) Il présente et actualise les informations concernant les activités de renforcement des capacités relatives aux statistiques et aux indicateurs pour le Programme 2030 ;
- e) Il fait rapport chaque année à la Commission dans le cadre du présent rapport.

V. Initiative Data For Now

16. L'initiative Data For Now¹³ aide les pays à utiliser des sources, technologies et méthodes novatrices pour rationaliser la production et la diffusion de données ventilées qui soient plus à jour et de meilleure qualité dans des domaines clefs liés aux différents objectifs de développement durable, à des fins de facilitation de la prise de décisions. Elle est codirigée par la Division de statistique, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, le Partenariat mondial pour les données du développement durable et le Réseau des solutions pour le développement durable, en étroite coordination avec des membres des systèmes statistiques nationaux des pays participants et des partenaires du système des Nations Unies, du secteur privé, des milieux universitaires, de la société civile et du monde du développement en général. Elle met l'accent sur l'appropriation par les pays des solutions aux problèmes rencontrés, ainsi que sur leur durabilité et leur extensibilité, ces principes essentiels devant guider la conception et l'exécution des activités. L'objectif visé est expressément d'éviter la création de mécanismes parallèles de production de données au niveau des pays.

17. Pendant l'année écoulée, l'ampleur et la portée des activités mises en place dans le cadre de l'initiative se sont étendues, alors que les principaux partenaires approfondissaient leur action dans les pays participants après avoir obtenu des fonds supplémentaires pour financer les travaux. Il a notamment été question de mobiliser un soutien de haut niveau et de promouvoir la coordination entre les différents partenaires gouvernementaux et avec les principaux organismes nationaux de statistique, d'entretenir un dialogue avec les principaux fournisseurs, y compris ceux du secteur privé, et de poursuivre les efforts de développement des capacités en produisant des statistiques et des supports de visualisation des données afin d'accroître l'utilisation de ces dernières par les décideurs.

18. En 2024, la Division de statistique a continué de soutenir divers pays dans le cadre de l'initiative Data For Now, grâce à un financement des gouvernements britannique, irlandais, italien et norvégien. Des domaines de travail prioritaires ont été fixés, en fonction des besoins définis par chaque pays. En Tunisie, par exemple, les travaux ont porté sur la mesure d'indicateurs environnementaux à l'aide d'informations géospatiales et sur la compréhension des migrations internes grâce à l'utilisation de données de téléphonie mobile, la réalisation de ce deuxième objectif ayant par ailleurs été soutenue par le Partenariat mondial pour les données du développement durable et le projet Global Data Facility (mécanisme destiné à faciliter l'établissement des données) de la Banque mondiale. Au Viet Nam, l'accent a été mis sur la production de statistiques désagrégées relatives aux indicateurs de pauvreté

¹³ L'initiative Data For Now a été lancée par la Vice-Secrétaire générale en septembre 2019, en marge de la session de l'Assemblée générale. Voir <https://unstats.un.org/capacity-development/data-for-now> (en anglais).

infantile et de sécurité alimentaire à l'aide de techniques d'estimation sur petits domaines. La modernisation de l'architecture informatique à l'appui de la mise en œuvre d'approches novatrices est restée un aspect transversal du soutien apporté. Des contributions importantes ont également été faites sur d'autres thèmes transversaux, notamment à l'élaboration du cadre conceptuel relatif aux données citoyennes et de la feuille de route pour sa mise en œuvre, à la formation sur la visualisation des données et la communication, en collaboration avec le PNUD, à des fins d'utilisation accrue des données, au renforcement de la collaboration avec les organismes nationaux de statistique et les universités, en partenariat avec le Réseau des solutions pour le développement durable, au développement de directives sur les métadonnées, en coopération avec l'initiative de collaboration sur l'utilisation de données administratives à des fins statistiques, et à la création de matériel de formation pour la mise à disposition de données ouvertes. Comme indiqué à la section VI du présent rapport, la collaboration entre la Division de statistique et le Groupe des petits États insulaires en développement de la Division des objectifs de développement durable en matière de collecte de fonds pour le projet « Data for SIDS » a été couronnée de succès, le Gouvernement irlandais ayant accepté de fournir un soutien financier l'appui de trois petits États insulaires en développement sous l'égide de l'initiative Data for Now. Par ailleurs, afin d'améliorer encore la mise en œuvre efficace de l'initiative, la Division de statistique cherche également à créer un fonds d'affectation spéciale.

19. Dans le cadre du Partenariat mondial pour les données du développement durable, de nombreuses initiatives ont été menées en vue d'aider les gouvernements partenaires d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes à réaliser leur programme en matière de données. Le programme du Capacity Accelerator Network relatif aux données sur le climat et la santé en Afrique a conduit à l'organisation d'une deuxième session de cours sur l'utilisation des sciences des données pour le climat et la santé, lors de laquelle des représentant(es) de 29 pays ont reçu une formation de 3 mois et qui a débouché sur l'embauche de 10 personnes chargées de soutenir leur pays et divers partenaires pendant une période de six mois en ce qui concerne les données et le renforcement des capacités. Le Partenariat mondial a également organisé un atelier de formation sur la neutralité en matière de dégradation des terres, auquel ont participé des partenaires de trois pays, à savoir la République démocratique du Congo, le Ghana et le Nigéria, l'objectif étant d'informer les participant(e)s quant aux outils existants sur le sujet, de faciliter le partage de données sur divers aspects de la dégradation des terres et de diffuser des informations spécifiques à chaque pays sur la dégradation des terres, les décisions en matière d'utilisation des sols et l'environnement. En collaboration avec des partenaires au Botswana, au Costa Rica au Kenya, et en Uruguay, il a par ailleurs renforcé le dialogue sur l'accès aux données des opérateurs de réseaux mobiles privés, par l'intermédiaire de partenariats, de formations et d'accords de partage de données. Au Paraguay, il a soutenu l'Institut national de la statistique et d'autres partenaires pour créer un système qui permette le partage de données provenant de nombreuses sources et institutions, afin d'améliorer la gestion des ressources en eau ainsi que l'accès à l'eau potable et l'assainissement.

20. Le Réseau des solutions pour le développement durable a lancé une initiative de partage de connaissances entre le Ghana et la Sierra Leone concernant l'adoption d'approches innovantes de collecte de données et d'élaboration de cartes sur les déchets marins, à des fins d'établissement de rapports sur les objectifs de développement durable, ce qui a favorisé la collaboration entre les organismes nationaux de statistique, les ministères de l'environnement, les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes. Ces efforts ont permis de développer des partenariats propices au transfert de connaissances, au développement méthodologique et à la production et au partage de données, et ont abouti à la publication de rapports ainsi qu'à l'organisation d'une réunion multipartite en marge

d'une rencontre de la Commission de statistique. Des ateliers de suivi visant à perpétuer l'appui fourni ont également été tenus. Au Rwanda, le Réseau des solutions a co-organisé des ateliers dans cinq districts afin de déterminer la meilleure manière pour l'Institut national de la statistique de diffuser ses données de recensement et, partant, de faciliter une meilleure prise de décision et une amélioration de la communication au niveau local. Ces ateliers, qui visaient à accroître la compréhension des données de recensement et des ressources offertes par le Réseau des solutions aux fonctionnaires des districts, ont favorisé un dialogue permanent entre le Réseau, les dirigeant(e)s communautaires et les réseaux locaux de la société civile. Il a ainsi été possible de stimuler l'engagement des utilisateurs et utilisatrices et de diffuser les données de recensement, tout en donnant aux dirigeants locaux les moyens d'exploiter ces données pour la prise de décision et les initiatives de sensibilisation. En outre, en étroite collaboration avec la Division de statistique, le Réseau des solutions pour le développement durable s'attelle à nouer des partenariats entre les universités et les organismes nationaux de statistique prenant part à l'initiative Data For Now, afin de combler le fossé entre le monde universitaire et la communauté statistique. Il s'agit notamment d'identifier les possibilités pour les universitaires de soutenir la mise en œuvre des programmes ayant trait aux données et aux statistiques, ainsi que de faciliter la formation et la sensibilisation des étudiant(e)s aux priorités des organismes nationaux de statistique. Ces activités bénéficient également aux pays en leur offrant une formation à l'intégration des systèmes d'information mondiaux, dispensée par le Réseau des solutions pour le développement durable.

21. La Banque mondiale a continué de renforcer son partenariat avec le secteur privé pour l'exploitation de données non traditionnelles et mis au point des méthodes et lignes de code pour combler les lacunes lorsque les données traditionnelles faisaient défaut. Par exemple, elle a créé des lignes de code dans les langages de programmation Python et R, qui permettent d'analyser l'éclairage nocturne et, partant, d'obtenir des renseignements en matière d'activité économique, d'urbanisation, de consommation d'énergie et de retombées des catastrophes. Ces méthodologies et ces dépôts de code aideront à guider les pays quant à la manière dont ils peuvent exploiter par eux-mêmes des données non traditionnelles.

22. Le PNUD, en tant que nouveau grand partenaire, continue d'investir pour faire progresser le domaine de l'intelligence décisionnelle dans les pays, par l'intermédiaire du Data Futures Exchange. Il a par exemple collaboré avec la Division de statistique à des fins de renforcement des capacités statistiques et d'utilisation des statistiques par les parties prenantes – sur fond d'efforts de mobilisation accrue – en Sierra Leone. Toujours en collaboration avec la Division de statistique, il a en outre appuyé le renforcement des capacités de façon directe en co-organisant des formations à la visualisation des données, afin de permettre aux organismes nationaux de statistique de communiquer des informations sur les données à d'autres parties prenantes nationales.

23. L'initiative Data For Now a également bénéficié de l'intervention et du soutien directs de nombreux partenaires, qui lui ont été très utiles. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains a par exemple soutenu les travaux relatifs à l'objectif de développement durable n° 11 dans plusieurs pays, tandis que Digital Earth Africa a contribué à la mesure d'indicateurs environnementaux à l'aide d'informations géospatiales en Tunisie. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a quant à elle soutenu l'amélioration de l'indicateur relatif à la proportion de la surface agricole consacrée à une agriculture productive et durable (indicateur 2.4.1) au Viet Nam. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale a pour sa part, contribué aux travaux réalisés concernant les indicateurs relatifs à l'objectif de développement durable n° 11 en Jordanie. Enfin,

l'International Institute for Applied Systems Analysis a fourni des conseils techniques concernant l'utilisation de données issues des sciences participatives à des fins de mesure des déchets marins en Sierra Leone.

24. L'année prochaine, les partenaires poursuivront leurs discussions stratégiques et s'emploieront activement, ensemble, à répondre aux demandes des pays dans le cadre de l'initiative Data For Now. On trouvera de plus amples informations sur l'initiative et les projets dans les pages Web consacrées à l'initiative et dans le document de référence du présent rapport¹⁴.

VI. Petits États insulaires en développement et accès aux données

25. Les petits États insulaires en développement font face à des difficultés uniques, lesquelles sont recensées et détaillées dans le récent Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente, ainsi que dans le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, le Programme d'action d'Addis-Abeba, le Programme 2030 et l'Accord de Paris.

26. La grande majorité des petits États insulaires en développement indiquent avoir besoin d'un soutien substantiel pour renforcer leurs capacités en matière de données et de statistiques. Ces dernières années, la Division de statistique a donc collaboré avec le Groupe des petits États insulaires en développement du Département des affaires économiques et sociales en vue de collecter des fonds à des fins d'accroissement du soutien fourni. Ces efforts ont permis d'importants progrès en 2024, comme indiqué ci-après.

27. En 2022, la Division de statistique et le Groupe des petits États insulaires en développement ont élaboré conjointement un projet, intitulé « Data for SIDS », qui comprend quatre composantes interconnectées, à savoir : a) la coordination et la gouvernance des données au niveau national ; b) la production et la disponibilité des données au niveau national ; c) la diffusion et la communication des données au niveau national ; d) la collaboration entre les petits États insulaires en développement et l'échange d'expériences. À l'issue d'une longue période de conversations avec les donateurs, sous la direction principalement du conseiller interrégional du Groupe des petits États insulaires en développement, le Gouvernement irlandais a montré un vif intérêt pour la proposition et, en novembre 2024, un accord pour le financement du soutien au titre des composantes a) à c) a été signé pour une période de deux ans pour les Comores, la Jamaïque et un troisième pays de la région du Pacifique. Les travaux seront menés par la Division de statistique, qui s'appuiera sur l'initiative Data for Now tout en respectant les modalités définies dans le projet « Data for SIDS ».

28. Parallèlement, le Groupe des petits États insulaires en développement a obtenu des fonds pour lancer un projet axé sur la quatrième composante de « Data for SIDS ». Financé par le Gouvernement de la République de Corée et le Gouvernement espagnol, le projet en question a pour thème l'apprentissage par les pairs et la coopération entre petits États insulaires en développement des Caraïbes en matière de solutions de gestion des données au service de la nature, à des fins d'accélération de la mise en œuvre du Programme 2030 et de la réalisation du Cadre mondial de la biodiversité. Son élaboration fait suite à l'appel à l'action lancé par la Coalition des petits États insulaires en développement pour la nature lors de la quinzième session

¹⁴ Le document de référence est intitulé « Data for Now initiative: Filling priority information needs through collaboration and innovation » (Initiative Data For Now : répondre aux besoins prioritaires d'information par la collaboration et l'innovation).

de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, tenue en 2022. En mai 2024, dans le cadre de la première phase du projet, un atelier régional d'apprentissage par les pairs entre petits États insulaires en développement a été co-organisé à Belize City (Belize), à l'intention de 14 petits États insulaires en développement des Caraïbes, par le Groupe des petits États insulaires en développement, la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales, le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et le Bureau du Coordonnateur résident au Belize. La majorité des États participants ont envoyé des représentantes et représentants de leurs organismes nationaux de statistique et des ministères ou autres entités responsables de l'environnement. Visant le développement des capacités, l'atelier était axé sur les mécanismes de gestion des données environnementales employés par tel ou tel petit État insulaire en développement de la région, dont certains reposaient sur des utilisations singulières de cadres et d'outils de statistique internationaux, en particulier le Cadre pour le développement des statistiques de l'environnement et son Outil d'autoévaluation des statistiques de l'environnement. Sa nature participative a permis aux représentantes et représentants des petits États insulaires en développement des Caraïbes de repérer divers problèmes et de recenser des pratiques optimales en matière de solutions de gestion des données au service de la nature, et contribué à faciliter les échanges entre pairs dans ces pays. En fonction des fonds disponibles et des capacités, une deuxième phase pourrait être mise en œuvre pour encourager encore davantage les échanges d'expériences concrètes entre petits États insulaires en développement, en liaison avec le Centre d'excellence pour les petits États insulaires en développement devant être créé.

29. S'agissant de la dix-septième tranche du Compte pour le développement, la Division de statistique collabore avec la CNUCED sur un projet de quatre ans relatif aux petits États insulaires en développement des Caraïbes. Les effets des changements climatiques s'aggravant toujours plus dans la région des Caraïbes, où l'adoption de politiques climatiques solides et fondées sur des données relève de l'urgence, le projet en question est destiné à renforcer les capacités des petits États insulaires en développement grâce à des formations de base à la science des données. Reposant sur l'intégration d'informations géospatiales et de nouvelles sources de données, il vise à doter quatre petits États insulaires en développement des Caraïbes des capacités nécessaires pour surveiller avec précision le transport maritime, le tourisme, le commerce, la pêche et les services écosystémiques et à analyser les émissions de dioxyde de carbone correspondantes, ainsi qu'à surveiller les services écosystémiques dans les zones côtières afin de mieux en saisir l'importance pour l'économie bleue, au moyen des comptes des océans du Système de comptabilité environnementale et économique, et à encourager le développement des comptes du Système de comptabilité environnementale et économique. Au titre du projet, des études diagnostiques analytiques seront par ailleurs réalisées au sujet des sources et des niveaux d'émissions de CO² et d'autres gaz à effet de serre, ainsi que sur les services écosystémiques marins. Pendant toute la durée du projet, la CARICOM et la CEPALC assureront la coordination régionale et fourniront des conseils en matière de mise en œuvre.

VII. Quatorzième tranche du Compte pour le développement : systèmes statistiques nationaux résilients et souples

30. Depuis son lancement fin 2022, la quatorzième tranche du Compte pour le développement est mise en œuvre par la Division de statistique et les cinq commissions régionales de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour

l'environnement et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en collaboration avec d'autres donateurs bilatéraux et multilatéraux. Cette initiative, qui contribue de manière significative à renforcer la résilience et la souplesse des systèmes statistiques nationaux, est axée sur le renforcement des dispositifs de gouvernance, la promotion de l'innovation et l'exploitation des technologies modernes en vue de répondre aux besoins émergents en matière de données économiques, sociales et environnementales, dans le respect du Programme 2030. Avec une date d'achèvement prévue pour la fin 2025, l'initiative profite à plus de 50 pays, dont 16 États sélectionnés pour bénéficier d'interventions plus concrètes au niveau national. Ces 16 États, à savoir le Bhoutan, le Burundi, l'Équateur, l'Érythrée, les Fidji, la Géorgie, l'Indonésie, la Jamaïque, la Jordanie, le Kazakhstan, la Namibie, la République de Moldova, la République dominicaine, le Sénégal, la Tunisie et l'État de Palestine, présentent des contextes et des priorités différents, lesquels nécessitent d'obtenir un soutien sur mesure pour répondre à leurs besoins spécifiques. Les efforts déployés se concentrent sur les statistiques relatives aux changements climatiques et aux catastrophes, sur le suivi des disparités économiques et sur les données ayant trait à la violence de genre.

31. En 2024, deux grandes manifestations régionales ont été organisées au profit des petits États insulaires en développement dans le cadre du projet. Ainsi, en juillet, la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales, la Division de statistique de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Bureau de statistique des Fidji et la Communauté du Pacifique ont coorganisé aux Fidji une conférence régionale thématique, à laquelle ont participé des statisticiennes et statisticiens en chef et des cadres supérieurs afin de se pencher sur des approches innovantes – telles que l'exploitation de nouvelles sources de données et de technologies avancées – pour produire des données statistiques granulaires, opportunes et de grande qualité. Dans le même ordre d'idée, la Division de statistiques du Département des affaires économiques et sociales, l'Institut de statistique de la Jamaïque, le Secrétariat de la CARICOM et la Division de statistique de la CEPALC ont organisé en décembre, en Jamaïque, un atelier de renforcement des capacités des petits États insulaires en développement des Caraïbes, durant lequel l'accent a été mis sur l'éthique, la gouvernance et la qualité des données dans un écosystème de données en rapide évolution. Ces manifestations témoignent de la volonté de mettre le projet à profit pour faire face aux défis à part que rencontrent les pays en développement, en particulier les petits États insulaires en développement, et tirer parti des possibilités uniques qui s'offrent à ces États, dans un secteur des données en évolution rapide, en fournissant à ces pays les moyens de moderniser leurs systèmes statistiques et de répondre aux demandes actuelles et à venir de données et de statistiques de haute qualité.

VIII. Renforcement des capacités d'utilisation des données administratives à des fins statistiques

32. Coorganisée par la Division de statistique et le Partenariat mondial pour les données du développement durable, l'initiative de collaboration sur l'utilisation de données administratives à des fins statistiques a été lancée en mai 2020 pour répondre à l'urgente nécessité de disposer de données plus actualisées et ventilées, indispensables à la mise en œuvre du Programme 2030 et à la lutte contre la pandémie de COVID-19 et ses répercussions socioéconomiques. En 2024, plus de 30 pays et 25 organismes régionaux et internationaux en étaient membres.

33. La collaboration se déroule selon une approche transversale et porte sur l'ensemble du processus menant à l'utilisation des sources de données administratives, depuis l'accès à ces données et les contacts avec leurs détenteurs

jusqu'aux questions de qualité des données et aux considérations d'interopérabilité, en passant par les questions informatiques et autres aspects connexes. Afin d'éviter les chevauchements avec d'autres travaux plus thématiques, les participants à l'initiative ont établi un répertoire de ressources, dans lequel on trouve plus d'une centaine de documents, notamment des recommandations, des lignes directrices, des cours, des outils et des études de cas concrets réalisés dans tel ou tel pays. En outre, des webinaires et des réunions d'experts sont organisés sur différents sujets. Des documents à usage pratique continuent également d'être mis au point, tels qu'un guide et un modèle pour l'élaboration d'accords de partage de données, ou encore une boîte à outils d'évaluation de la qualité des données, qui est déjà disponible en ligne. En 2024, le groupe s'est attelé à créer une boîte à outils de sensibilisation, ainsi qu'à rédiger des orientations sur les métadonnées et des directives pratiques sur l'interconnexion des données. Tous les documents, une fois prêts, peuvent être consultés sur la page Web consacrée à l'initiative¹⁵. Le document de référence sur les travaux de celle-ci fournit davantage de détails sur les progrès réalisés et les supports élaborés¹⁶.

34. En 2021, au titre de la treizième tranche du Compte pour le développement, un projet a été lancé sur l'utilisation des données administratives pour les indicateurs désagrégés relatifs aux objectifs de développement durable en Afrique, en Asie et dans le Pacifique et en Amérique latine. Ce projet est étroitement lié aux travaux de l'initiative de collaboration. Les travaux ont été dirigés par la Division de statistique et réalisés en étroite coopération avec les commissions régionales et les bureaux des coordonnateurs résidents ou coordonnatrices résidentes. Le projet, qui a permis d'aider le Bhoutan, le Cameroun, le Chili, les Maldives¹⁷, la Namibie, la République dominicaine, la République-Unie de Tanzanie et Sri Lanka à accroître l'utilisation des données administratives pour la production de statistiques, s'est poursuivi jusqu'en décembre 2024. Pour chaque pays, deux ou trois domaines thématiques avaient été choisis afin de délimiter le champ des travaux, mais l'accent a généralement été mis sur les moyens d'obtenir la collaboration des propriétaires de données administratives et d'utiliser ces données. L'échange de données d'expérience qui a lieu dans le cadre de l'initiative s'est révélé très utile au projet, qui a, à son tour, offert des possibilités et des supports d'apprentissage devant, à terme, profiter à l'initiative.

35. En 2024, les travaux pratiques se sont poursuivis, conduisant à la réalisation de progrès par de nombreux pays. En République dominicaine, un accord de partage des données a été signé avec le détenteur des données administratives et de nouvelles statistiques sur la réduction des risques de catastrophes ont été publiées. Au Chili, de nombreuses activités ont été menées au sujet de l'harmonisation des métadonnées et de la mise en relation des données en vue de l'établissement d'un registre statistique de la population. Aux Maldives et en Namibie, des activités d'appui – menées respectivement à distance et en personne – ont permis la mise en place de nouvelles infrastructures informatiques facilitant l'accès aux données administratives et le traitement de celles-ci. Aux Maldives, un atelier et une manifestation de haut niveau sur les statistiques migratoires ont par ailleurs eu lieu pour calculer les statistiques migratoires à partir de sources de données administratives et autres. Au Cameroun, les travaux visant à permettre le calcul du nombre d'homicides volontaires ont progressé. A Sri Lanka, la mise au point du cadre juridique statistique s'est achevée et cet instrument est maintenant prêt à faire l'objet d'un examen externe. La République-Unie de Tanzanie a quant à elle élaboré son rapport sur les statistiques de

¹⁵ <https://unstats.un.org/capacity-development/admin-data> (en anglais).

¹⁶ Le document de référence est intitulé « The collaborative on administrative data : practical experience exchange and tool developments » (Initiative de collaboration sur l'utilisation de données administratives à des fins statistiques : échange d'expériences pratiques et mise au point d'outils).

¹⁷ Les Maldives ont remplacé l'Équateur en 2023.

l'état civil, tandis que Zanzibar a publié ses premiers rapports concernant l'enregistrement des naissances sur la base des registres de l'état civil. Dans presque tous les pays, les travaux réalisés l'ont été en partenariat avec des membres d'autres organismes internationaux ou régionaux. Les activités sont décrites plus en détail dans le document de référence de l'initiative de collaboration.

IX. Indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable : importance de renforcer les capacités en matière de données et de statistiques

36. Le Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques relatives au Programme de développement durable à l'horizon 2030 a fourni dans son rapport ([E/CN.3/2025/7](#)) des informations sur la mise en œuvre du Plan d'action mondial du Cap concernant les données du développement durable. Le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable a quant à lui présenté dans son rapport ([E/CN.3/2025/6](#)) les activités menées au titre de la mise en œuvre du cadre mondial d'indicateurs, notamment les travaux méthodologiques sur les indicateurs et les mesures prises par ses groupes de travail et son équipe spéciale (le Groupe de travail sur l'échange de données et de métadonnées statistiques concernant les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, le Groupe de travail sur l'information géospatiale et l'équipe spéciale sur le tourisme durable). Les activités de la Division de statistique relatives au renforcement des capacités techniques, dont celles qui concernent l'application des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable, sont présentées de manière détaillée dans le rapport du Secrétaire général sur le renforcement des capacités statistiques soumis à la cinquante-quatrième session de la Commission ([E/CN.3/2023/14](#)).

37. Le Groupe de haut niveau a par ailleurs accepté de jouer un rôle de premier plan dans les efforts visant à renforcer l'importance accordée aux données et aux statistiques dans le document final de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement. Une initiative a été lancée pour que les données et les statistiques deviennent une question transversale à part entière, celles-ci étant essentielles pour une prise de décision éclairée dans les différents secteurs et domaines d'intérêt, en plus de constituer un outil de suivi et d'évaluation. On trouvera de plus amples informations à ce sujet dans le rapport du Groupe de haut niveau.

X. Réseau mondial d'établissements de formation statistique

38. Le Réseau mondial d'établissements de formation statistique, qui a été créé pour répondre aux besoins en données liés au Programme 2030 et au suivi des objectifs de développement durable, a continué de s'employer à promouvoir la formation dans les domaines clefs de la statistique officielle. Il compte actuellement 33 membres issus d'organismes internationaux, d'instituts de formation régionaux et d'organismes nationaux de statistique qui dispensent des formations au-delà de leurs propres frontières. Il est dirigé par un conseil d'administration qui se compose d'un ou une président(e), de trois chefs d'équipe et d'un secrétariat. En outre, un groupe consultatif multipartite dispense des avis et des conseils sur l'objet et l'orientation des travaux.

39. À sa septième réunion annuelle, tenue à distance en marge de la cinquante-cinquième session de la Commission, le Réseau mondial a estimé que les différentes équipes spéciales avaient bien progressé. Les équipes spéciales n° 1 et 3, chargées

respectivement de répondre aux besoins particuliers des organismes nationaux de statistique et de gérer les aspects ayant trait à la culture statistique, ainsi que le groupe responsable de la traduction des documents n'étant pas encore parvenus aux résultats souhaités, le Réseau mondial a décidé de les maintenir en activité. L'équipe spéciale n° 2 ayant quant à elle atteint ses objectifs, il a été convenu d'interrompre ses travaux. Le Réseau mondial a également décidé de mettre l'accent sur la poursuite des activités de communication et de collecte de fonds dans le cadre de ses travaux de portée générale.

40. En 2024, l'équipe spéciale n° 1 a poursuivi ses activités concernant les programmes de formation statistique durables au niveau national. L'outil d'évaluation des besoins en formation statistique, officiellement lancé lors d'une manifestation en présentiel ouverte tenue en marge de la cinquante-cinquième session de la Commission, a suscité un grand intérêt de la part des États Membres. Des présentations à son sujet ont été données par des membres du Réseau mondial d'établissements de formation statistique ayant largement pris part à son élaboration, ainsi que par des représentants de la Colombie et du Ghana, où il avait été testé. À l'issue de la session, la Colombie et le Ghana ont continué d'employer l'outil, cette fois en toute autonomie. Quatre nouveaux pays se sont également mis à l'utiliser, à savoir l'Inde, le Kenya, le Maroc et les Seychelles, avec le soutien de la Division de statistique, de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et d'autres membres du Réseau mondial. Davantage de pays prévoient d'en faire de même en 2025. Les webinaires régionaux organisés par la CESAP et la CEA ont permis de diffuser des informations sur l'outil dans d'autres pays. Les expériences menées en Colombie et au Ghana ont conduit l'équipe spéciale à créer un sous-groupe qui se concentre sur la culture de l'apprentissage. Le groupe s'est déjà réuni à plusieurs reprises en 2024 pour définir son champ d'action et le conseil d'administration du Réseau mondial a proposé d'en faire une nouvelle équipe spéciale n° 2 en 2025.

41. L'équipe spéciale n° 2, chargée de la création d'un réseau de praticiens dans le domaine de l'apprentissage en ligne et d'un portail de formation en ligne, a été officiellement dissoute au cours du premier semestre 2024, après avoir mis en place et alimenté avec succès la page de renvoi sur les formations statistiques intitulée « UN SDG: Learn »¹⁸ et développé un certain nombre d'outils pratiques sur l'apprentissage à distance et la délivrance de certificats. La page communautaire « UN SDG: Learn », ancienne page de renvoi, donne une vue d'ensemble des formations disponibles et fournit des liens vers les cours dispensés – principalement en ligne – par les différents organismes. Les travaux réalisés l'ont été en partenariat avec le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, qui encourage les organismes responsables à ajouter sur la page en question les supports d'apprentissage dont ils disposent, afin que les pays et autres partenaires puissent trouver facilement tous les supports d'apprentissage au même endroit. L'équipe spéciale n° 1, qui a pris la relève et se charge dorénavant de la gestion de la page, s'attelle actuellement à comparer les besoins recensés au moyen de l'outil d'évaluation des besoins en formation statistique avec les formations proposées sur la page « UN SDG: Learn », l'objectif étant de repérer les lacunes, d'attirer de nouveaux partenaires et d'encourager les partenaires existants à collaborer en vue de l'élaboration des formations nécessaires.

42. L'équipe spéciale n° 3 s'est penchée sur divers moyens d'améliorer les connaissances statistiques des groupes d'utilisateurs et a poursuivi l'élaboration d'un document d'orientation à ce sujet pour les statistiques officielles. Une série de webinaires intitulée « GROW » a été mise en place pour promouvoir les activités de

¹⁸ <https://www.unsdglearn.org/> (en anglais).

renforcement de la culture statistique, deux webinaires étant prévus en 2024. L'équipe spéciale a également continué d'ajouter des documents dans l'inventaire des ressources statistiques, avec le soutien du projet international de renforcement des compétences statistiques.

43. Le groupe chargé de la traduction des supports de formation dans des langues autres que l'anglais a poursuivi ses travaux et s'est concentré sur l'outil d'évaluation des besoins en formation statistique. Grâce à l'appui du Maroc, la version française de l'outil est presque prête. La Colombie et le Mexique ont pour leur part joué un rôle clef dans la traduction vers l'espagnol, tandis que l'Institut arabe de formation et de recherche statistiques a pris l'initiative de gérer celle vers l'arabe. La traduction de l'outil en diverses langues permettra à d'autres pays d'en bénéficier.

44. Le Réseau mondial d'établissements de formation statistique a poursuivi ses travaux de communication et de sensibilisation, avec la publication de deux bulletins d'information en 2024, et participé à diverses réunions et conférences. On trouvera sur la page Web qui lui est consacrée¹⁹ des informations sur ses membres actuels, ses réalisations et ses projets. Le document de référence sur ses travaux fournit davantage de détails sur les progrès réalisés et les supports élaborés.

XI. Réseau mondial des responsables des données et des statisticiens

45. Le Réseau mondial des responsables des données et des statisticiens²⁰ a été créé par la Division de statistique de l'ONU le 20 octobre 2020. Au cours des quatre dernières années, il a joué un rôle important dans l'amélioration de la coordination dans et entre les systèmes statistiques nationaux, les équipes de pays des Nations Unies et les organisations internationales et régionales. Réseau professionnel en ligne florissant, il constitue une plateforme essentielle d'échange de connaissances destinée à aider les gouvernements dans l'élaboration de systèmes de données et d'informations efficaces et résilients permettant de mettre pleinement en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

46. En juillet 2024, le Réseau mondial a réalisé une enquête de satisfaction en ligne auprès de ses membres. Il a reçu 272 réponses de membres issus de 96 pays. En ce qui concerne le degré de satisfaction à l'égard du Réseau, sur une échelle de 1 à 10 (1 signifiant « très insatisfait(e) » et 10 « très satisfait(e) »), la note moyenne obtenue a été 7,50 (soit une légère amélioration par rapport à la note moyenne de 7,41 obtenue lors de l'enquête de 2023). Pour les personnes qui ont répondu à l'enquête, les trois contributions les plus utiles du Réseau étaient : a) la possibilité qu'il offrait d'en apprendre davantage sur les travaux de l'ONU en matière de statistiques, de données et d'informations géospatiales ; b) les ressources qu'il mettait à disposition pour le suivi des objectifs de développement durable et la communication d'informations à ce sujet ; c) l'accès donné à une communauté d'experts auxquels il était possible de demander des avis sur des questions techniques.

47. Grâce à son approche novatrice fondée sur une participation ouverte et inclusive, le Réseau est devenu une plateforme d'une importance capitale pour la communauté statistique mondiale, à laquelle il permet de collaborer pour le suivi des objectifs de développement durable, entre autres choses. En novembre 2024, il comptait 3 100 membres, dont la moitié environ étaient issus d'un système statistique national, le reste relevant du système des Nations Unies, d'autres organisations internationales, de la société civile, du monde universitaire ou du secteur privé. En

¹⁹ <https://unstats.un.org/GIST> (en anglais).

²⁰ Voir <https://www.yammer.com/unstats/> (en anglais).

plus du réseau principal, 17 groupes ont été créés sur des sujets spécialisés : enquêtes auprès des ménages, données administratives, apprentissage automatique, prévisions immédiates et prévisions, statistiques de l'environnement, Système de comptabilité environnementale et économique, données géospatiales, statistiques du tourisme, statistiques des transports, statistiques économiques, recensements de la population et des logements, valeurs fondamentales des statistiques officielles, échange de données et de métadonnées statistiques, assurance qualité des statistiques officielles, résilience et agilité des systèmes statistiques nationaux, Initiative de collaboration sur les données citoyennes, et Datathon de l'ONU.

48. Au cours des 12 derniers mois, plus de 700 messages ont été publiés sur le Réseau mondial et lus plus de 50 000 fois. Ce dernier, qui continue d'organiser régulièrement ses webinaires phares, a organisé 14 webinaires sur divers sujets pendant l'année écoulée, attirant plus de 1 200 participantes et participants. Sa série de webinaires est devenue, pour ses membres, un moyen efficace de se faire part des derniers faits nouveaux en matière de collecte, de traitement et de diffusion des données.

XII. Version définitive et mise en œuvre du Cadre de Copenhague sur les données citoyennes

49. En 2024, la Division de statistique, en coopération avec le Comité directeur de l'Initiative de collaboration sur les données citoyennes²¹, a poursuivi ses travaux concernant les données citoyennes sur la base du programme convenu par la Commission et conformément à la décision 55/117 (voir [E/CN.3/2024/36](#)). Il a notamment été question de tester, de perfectionner et de mettre en œuvre le Cadre de Copenhague sur les données citoyennes. Depuis octobre 2024, l'Initiative est coprésidée par la Division de statistique et l'International Civil Society Centre, qui a remplacé l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) dans son rôle de deuxième coprésidente. La Division de statistique assure également le secrétariat de l'Initiative, avec le soutien d'Open Data Watch.

50. Les 18 et 19 juillet 2024, la Division de statistique, en collaboration avec le Comité directeur de l'Initiative de collaboration sur les données citoyennes, a organisé à New York la troisième réunion du groupe d'experts sur les données citoyennes. Cette dernière a porté sur trois domaines clefs, à savoir : a) la révision du Cadre de Copenhague sur les données citoyennes ; b) l'assurance qualité des données citoyennes ; c) la mise en œuvre du Cadre de Copenhague²². Le Cadre a été révisé sur la base des observations et commentaires formulés par le groupe d'experts, ainsi que d'éléments d'information obtenus à l'occasion d'échanges tenus avec diverses parties prenantes lors de forums, de webinaires et de consultations ouvertes.

51. La version 1.0 du Cadre de Copenhague sur les données citoyennes a été présentée à la Commission en tant que document de référence pour approbation. On y trouve une définition plus souple et plus inclusive des données citoyennes, et l'accent y est mis sur l'importance de maximiser la participation des citoyennes et citoyens. Ce document révisé contient également une section consacrée au rôle des organismes nationaux de statistique et comprend une feuille de route révisée concernant l'Initiative de collaboration sur les données citoyennes, à l'appui de sa

²¹ <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/citizen-data/> (en anglais).

²² Le rapport de la réunion du groupe d'experts est disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/citizenData/events/United-Nations-Expert-Group-Meeting-Report-on-Citizen-Data-July2024FINAL.pdf>.

mise en œuvre. Un modèle d'étude de cas²³ a par ailleurs été élaboré pour guider la mise à l'essai du Cadre et son application.

52. Conscients que les données citoyennes peuvent également être de nature qualitative, les membres de l'Initiative ont étudié l'utilisation faite par les organismes nationaux de statistique et les autres parties prenantes des données de ce type. Ces travaux ont fourni un premier aperçu des meilleures pratiques suivies et des avantages et défis rencontrés, ainsi que des possibilités d'intégration des données qualitatives dans les statistiques officielles. Ils ont également conduit à la formulation de recommandations pour soutenir les efforts déployés. Des études de cas d'organismes nationaux de statistique et d'autres parties prenantes seront incluses dans la version finale de l'étude, dont la publication est prévue pour la mi-2025.

53. Les autres domaines de travail de l'Initiative de collaboration sur les données citoyennes couvrent : a) l'intégration des nouveaux membres ; b) la formation et le renforcement des capacités ; c) la sensibilisation aux initiatives en matière de données citoyennes ; d) la mobilisation des ressources.

54. Plus de 100 organisations ont été invitées à participer aux travaux de l'Initiative, dont des organismes nationaux de statistique, des organisations de la société civile, des instituts nationaux de défense des droits humains, des établissements d'enseignement supérieur et des organisations régionales et internationales. Il est attendu des membres qu'ils contribuent au développement de la méthodologie, apportent une expertise et des idées novatrices, diffusent des informations et mettent en commun leurs données d'expérience. La participation des membres aux activités est facilitée par une plateforme en ligne destinée aux communautés de pratique, ainsi que par la tenue de webinaires et réunions et la publication de bulletins d'information. Le Comité directeur de l'Initiative s'intéresse également aux possibilités de mettre en place un mécanisme permettant de solliciter à l'appui de ses travaux des services de conseils auprès d'un plus vaste éventail de représentantes et représentants, notamment dans des organismes nationaux de statistique, des organisations de la société civile, des instituts nationaux de défense des droits humains, des établissements d'enseignement supérieur et des entités partenaires de développement.

55. En 2024, des formations de plusieurs types ont été proposées au titre de l'Initiative, telles qu'un atelier d'une journée sur les données citoyennes, tenu le 17 juillet 2024 dans le cadre des activités sur l'apprentissage, la formation et la pratique au service des objectifs de développement durable organisées lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable. Deux ateliers se déroulant au niveau des pays sont en outre prévus au Malawi et au Népal, en décembre 2024.

56. Des progrès en matière de sensibilisation aux données citoyennes et au Cadre de Copenhague sur les données citoyennes ont été réalisés grâce à l'organisation de sessions pertinentes dans diverses instances, telles que la Commission de statistique, la Commission de la condition de la femme, le Forum mondial des Nations Unies sur les données, le Symposium international sur les questions de méthodologie de Statistique Canada et la Conférence de 2024 de l'Association internationale pour les statistiques officielles et l'Institut international de statistique, tenue au Mexique.

57. Les membres de l'Initiative ont déployé d'importants efforts de mobilisation de ressources, notamment en organisant deux réunions de donateurs afin de susciter l'intérêt et d'obtenir un soutien financier de la part des partenaires de développement. Ces activités ont été couronnées de succès et ont permis d'obtenir des fonds de la Fondation William et Flora Hewlett et de [Google.org](https://www.google.org) à l'appui de l'Initiative au niveau mondial. Open Data Watch aide le secrétariat à soutenir l'Initiative, tout en gérant l'administration des deux financements. Les membres de l'Initiative sont

²³ <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/citizen-data/> (en anglais).

également reconnaissants pour le soutien reçu d'autres partenaires de développement, tels qu'Eurostat, les gouvernements britannique et norvégien, dans le cadre de l'initiative Data For Now, le Gouvernement italien, par l'intermédiaire d'ONU-Femmes, le Bureau de la Statisticienne en chef de la Banque mondiale et d'autres membres du Comité directeur.

58. En 2025, on s'attachera, au titre de l'Initiative, à continuer de faire progresser la mise en œuvre du Cadre de Copenhague sur les données citoyennes par le jeu de diverses actions mondiales. Les efforts déployés auront notamment trait : a) à la production d'outils et de supports de connaissance sur la qualité des données, la formalisation des partenariats nationaux, l'intersectionnalité et d'autres domaines clefs, ainsi qu'à l'exploitation des ressources et du matériel de formation existants et à l'évaluation des besoins de soutien ; b) à la collecte et à la synthèse de données d'expérience, de témoignages et d'enseignements tirés d'actions en cours dans le domaine des données citoyennes ; c) à la facilitation du partage et de l'échange de connaissances ; d) à l'obtention d'une validation de principe pour l'élaboration d'un portail de données destiné aux citoyennes et citoyens ; e) à l'établissement d'un programme mondial, grâce à la participation d'experts et de membres de l'Initiative lors de la quatrième réunion du groupe d'experts ; f) à la promotion d'initiatives relatives aux données citoyennes ; g) à la mobilisation des ressources à des fins de renforcement des efforts déployés en matière de données citoyennes ; h) au renforcement des capacités des parties prenantes de divers pays à mettre en œuvre le Cadre de Copenhague au niveau local.

XIII. Décisions que la Commission de statistique est invitée à prendre

59. La Commission est invitée à :

- a) **Prendre note des travaux accomplis par la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales en coopération avec les organismes des Nations Unies, ainsi que de son projet de programme de travail, et à formuler des observations sur l'avancée des travaux ;**
- b) **Exprimer ses vues sur l'initiative Data For Now ;**
- c) **Exprimer ses vues quant aux travaux de l'initiative de collaboration sur l'utilisation de données administratives à des fins statistiques ;**
- d) **Exprimer ses vues sur les progrès du Réseau mondial d'établissements de formation statistique ;**
- e) **Exprimer ses vues sur les progrès du Réseau mondial des responsables des données et des statisticiens ;**
- f) **Exprimer ses vues sur les travaux de la Division de statistique et de l'Initiative de collaboration sur les données citoyennes en matière de données citoyennes, ainsi que sur le plan de travail pour 2025 ;**
- g) **Exprimer ses vues sur la version révisée du Cadre de Copenhague sur les données citoyennes et la feuille de route pour sa mise en œuvre (tels qu'elles figurent dans le document de référence), et approuver ces instruments.**